

Faut-il avoir peur de l'Allemagne?

ici n° 74,
 dic. 94 - juin 95.
Allemagne An V

«Faut-il avoir peur de l'Allemagne?». Il est étrange de constater le nombre d'articles qui, en France, prennent cette question au premier degré lorsqu'ils y répondent par la négative (en multipliant les exemples rassurants qui tendent à prouver que l'Allemagne n'est après tout pas si puissante que cela) ou l'affirmative (l'Allemagne constituant alors une menace potentielle du fait de ses tendances hégémoniques). Or, la question qu'il faudrait poser en préalable est peut-être: «Mais pourquoi faudrait-il avoir peur de l'Allemagne?» Pourquoi l'Allemagne est-elle perçue dans notre pays comme une menace potentielle qu'il s'agirait de conjurer? Au-delà des traces laissées par un passé douloureux, cette perception correspond-elle à des données objectives? En particulier, pour une revue de gauche comme M, y a-t-il véritablement des motifs potentiels de crainte qui ne renvoient pas à des raisons purement nationalistes - telle l'affirmation de la puissance française dans le monde que notre voisine d'outre-Rhin risquerait de contrecarrer?

Dans un certain imaginaire «républicain» trop fréquent dans notre pays, l'Allemagne est perçue comme défendant naturellement des intérêts particuliers, généralement de façon agressive, alors que la nation et l'Etat français sont par essence l'incarnation de l'universel, de la démocratie véritable et des intérêts des travailleurs/euses. C'est déjà ainsi que la SFIO justifia son alignement belliqueux derrière l'Etat français durant la première guerre mondiale. C'est aussi un peu en ce sens que *L'Humanité* clandestine titrait «A chacun son boche» le jour de la libération de Paris, confondant le combat politique et social contre l'occupant nazi et l'affrontement purement nationaliste des peuples. C'est également ce mixte un peu étrange d'égoïsme national et de prétentions universalistes qui, dans une récente élection, fondait le consensus de l'ensemble des leaders politiques français, de Chirac à Rocard et de Marchais à Waechter, sur le fait qu'il était impératif de ligoter la puissance allemande - la question étant seulement de savoir si le moyen le plus adéquat pour atteindre cet objectif était de renforcer ou de ralentir l'intégration européenne.

C'est avec cette vision des choses que le présent numéro voudrait rompre.

C'est pourquoi nous avons cherché à donner la parole à un certain nombre d'intellectuels et de responsables politiques de la gauche allemande pour qu'ils fassent le point sur la situation de leur pays cinq ans après la chute du mur de Berlin. La plupart de ces auteurs abordent de façon critique les réalités sociales et politiques qu'ils étudient. Il ne faudrait pas cependant s'y méprendre et tirer de ces autocritiques un motif d'autosatisfaction en pensant qu'elles viennent en fin de compte nourrir notre conviction préalable concernant les nombreux défauts de l'Allemagne, depuis l'ambiguïté de son rapport aux étrangers jusqu'à sa difficulté persistante à affronter son passé. Après tout, le racisme ou l'incapacité à mener à fond une discussion politique sur le passé ne sont pas des monopoles teutons - pas plus que les difficultés de l'Etat-providence ou la crise de la représentation politique et syndicale. Ce numéro constitue une invite à tenter de comprendre plus en profondeur les problèmes qu'affrontent aujourd'hui la société allemande et, à travers ce détour, à mieux percevoir la nature des défis auxquels la France en général et la gauche française en particulier sont elles-aussi confrontées.

Le «modèle» allemand

Sur bien des points, l'Allemagne peut être considérée sinon comme un modèle, du moins comme un système sociopolitique plus démocratique et progressiste que celui de l'Hexagone. Il existe diverses formes de capitalisme et la «version rhénane», plus que d'autres, ménage institutionnellement un certain espace à une série de conquêtes importantes pour les mouvements sociaux, et en premier lieu pour le mouvement ouvrier.

Les dernières élections législatives constituent à cet égard un prisme révélateur. Elles démontrent tout d'abord qu'un système proportionnel et fédéral ne conduit pas *ipso facto* à l'instabilité politique et au comportement irresponsable des élu(e)s. La valeur d'un système électoral ou institutionnel ne peut être jugée en dehors de tout contexte social et politique. La proportionnelle

et le fédéralisme ont permis que des partis à base régionale (la CSU en Bavière, le PDS dans les Länder de l'ancienne RDA) puissent jouer un rôle national non négligeable et qu'un parti minoritaire comme les *Grünen* puisse avoir des élu(e)s et peser sans être englobé dans une alliance électorale en bonne et due forme: ils n'ont pas pour autant abouti à un émiettement incontrôlable du champ politique ou à la constitution des coalitions gouvernantes (sur le plan national mais aussi dans les villes et les *Länder*) en dehors de toute transparence, dans le dos des électeurs/trices. De plus, malgré une forte polarisation sur les personnes durant ces élections, les partis politiques allemands ne se sont pas encore transformés en écuries défendant les prétentions au pouvoir de tel ou tel candidat sans vraiment se soucier des programmes. Si Kohl est incontestablement un «homme fort», son hégémonie est loin d'avoir les mêmes effets désastreux que la structure présidentieliste à la française. Enfin, s'il serait naïf de croire que l'Allemagne échappe entièrement aux phénomènes de corruption, leur étendue est cependant nettement plus limitée qu'en France.

Sur un autre plan, il faut remarquer que la gauche allemande (toutes tendances confondues) progresse de façon sensible, malgré sa défaite en chiffres absolus. Elle atteint plus de 48% des suffrages, ce qui n'est pas si mal par les temps qui courent. Le résultat du SPD confirme à sa manière l'existence d'une véritable social-démocratie en Allemagne¹. Le SPD était après le PCI le second parti de la gauche européenne par le nombre de ses militant(e)s. Il le reste aujourd'hui, même si ses rangs s'érodent régulièrement, depuis plusieurs années et si l'activisme des adhérent(e)s chute plus vite encore. Sa composition sociale a certes évolué: les classes moyennes y sont de plus en plus représentées alors que diminue la part des ouvrier(ère)s, des employé(e)s ou des chômeur(euse)s; elle demeure cependant assez profondément populaire, sans comparaison aucune avec celle du PS français. Cela est encore plus vrai de son électorat. Dans les cités ouvrières de la Ruhr par exemple, la force de l'encadrement social du SPD et de ses organisations satellites n'avait pas grand chose à envier avec celle qu'avait autrefois le PCF dans les «banlieues rouges». En même temps, le SPD s'est largement féminisé. Même si les femmes y restent largement sous-représentées, elles y ont acquis un poids véritable et qui va croissant (le système des quotas ayant d'ailleurs joué un rôle positif à cet égard). La force des syndicats et leur rôle dans la société allemande restent impressionnants, surtout comparés à ceux de leurs homologues

français. Cela s'explique par un enracinement historique différent, mais sans doute aussi parce que les syndicats allemands continuent tout bonnement à jouer leur rôle de syndicat, c'est-à-dire à défendre les intérêts corporatifs (au sens le plus noble de ce terme) des salarié(e)s. Ils n'hésitent pas à entrer en conflit ouvert avec le patronat, à entamer des grèves dures tout en étant prêts à des négociations sérieuses. L'accord chez Volkswagen au début de l'année, qui a consisté à échanger des baisses salariales contre le maintien de l'emploi et la réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires, peut bien sûr susciter nombre de critiques. Il n'en reste pas moins le produit d'une mobilisation et d'un rapport de forces véritables tout en représentant une issue dynamique, au niveau d'une entreprise, à un problème qui se pose à une échelle bien plus large. Le syndicat unitaire, le DGB, rassemble encore plus de dix millions d'adhérent(e)s. L'IG Metall (étudié dans l'article de J. Bastian), malgré une baisse sensible des adhésions depuis 1991 et des problèmes de leadership, demeure une des fédérations syndicales les plus radicales d'Europe et compte à lui seul, avec plus de trois millions de membres, autant d'adhérent(e)s que toutes les confédérations syndicales françaises toutes branches professionnelles réunies.

Au total, les classes salariées continuent d'être assez fortement représentées sur la scène politique allemande, surtout si on compare cette dernière à son homologue française. Il n'est pas indifférent symboliquement que la presse d'outre-Rhin continue parfois de parler des partis «ouvriers» et «bourgeois» pour qualifier l'opposition de la social-démocratie et de la démocratie-chrétienne², ni que le rouge soit la couleur naturellement attribuée au SPD, en opposition au vert des *Grünen*, au noir de la CDU-CSU et au jaune des libéraux.

L'impact des *Grünen*, du mouvement écologiste et alternatif et, plus largement, de la problématique écologiste est également sans commune mesure en Allemagne et en France. Le retour des Verts au Bundestag dément les cris des Cassandres qui prévoient que ce parti n'aurait qu'une existence transitoire et qu'il disparaîtrait au fur et à mesure de la reprise par l'ensemble de la classe politique (et même par une bonne partie du patronat) des thèmes écologiques³. Incontestablement, la protection de l'environnement est prise beaucoup plus au sérieux en Allemagne que dans l'Hexagone; mais les *Grünen* sont loin d'être un parti mono-thématique et il cristallisent une culture politique spécifique qui a désormais un droit de cité reconnu⁴. Loin d'être seulement une agrégation pure-

1. Le SPD obtient au total 36,4% des suffrages (un peu plus de 31% dans les territoires de l'ex-RDA, où il subit la concurrence du PDS). En progression de 3% sur les élections précédentes, ce résultat représente cependant son deuxième plus mauvais score depuis 1965 - à l'époque il est vrai n'existaient ni le PDS ni les *Grünen*. La social-démocratie obtient des résultats un peu supérieurs lors des élections régionales dans les Länder, ce qui lui permet d'avoir une solide majorité dans la chambre basse (qui, en vertu du système fédéral, représente ces derniers).

2. Cette appellation se fait cependant de plus en plus rare, le SPD cherchant explicitement à perdre son caractère «ouvrier», à gagner des couches «bourgeoises» et à représenter la population

3. En 1990, les *Grünen*, qui ne se présentaient qu'à l'Ouest, n'avaient obtenu que 3,8% des suffrages exprimés au niveau national et un peu moins de 5% dans les Länder de l'ex-RFA, perdant du même coup leur représentation parlementaire. Le *Bundnis 90*, allié aux Verts de l'ex-RDA, se présentait seulement à l'Est. Il y avait obtenu plus de 5% des suffrages exprimés (1,2% en moyenne nationale), ce qui lui avait permis d'obtenir quelques députés (en fonction d'une clause transitoire pour cette élection autorisant la représentation de partis ayant dépassé la barre des 5% soit dans l'ex-RFA, soit dans l'ex-RDA, la même qui avait également permis au PDS d'avoir des député(e)s). Depuis, les deux organisations ont fusionné, prenant le nom de *Bundnis 90/Die Grünen*. Ce parti a obtenu 7,3% des voix au niveau national. Il obtient un score décevant à l'Est (un peu plus de 4% des suffrages en intégrant Berlin dans son ensemble), mais réalise des percées non négligeables dans les grandes villes (il dépasse par exemple les 15% à Francfort ou à Cologne et obtient entre 10 et 15% à Brême, Hambourg et Berlin - avec une pointe de 23% dans la circonscription de Kreuzberg). De plus, son score est supérieur dans les élections locales et européennes.

4. Pour une analyse de la culture et de la base sociologique des nouveaux mouvements sociaux que les *Grünen* sont parvenus à représenter, cf. C. Offe: «Les nouveaux mouvements sociaux: un défi aux limites de la politique institutionnelle». *Futur Antérieur* numéro 22. 1994/2, pp. 24-59.

ment électorale, leur base sociale est suffisamment homogène et articulée culturellement et socialement pour être visible «dans la rue», certains quartiers étant «verts» comme d'autres sont «rouges». Les *Grünen* constituent un parti urbain, représentant des jeunes et des nouvelles couches moyennes salariées. Dans nombre de villes et de *Länder*, ils participent à la gestion de la vie quotidienne de leurs concitoyen(ne)s aux côtés du SPD. Ils constituent sur la presque totalité des problèmes une force novatrice qui, tout en étant indépendante, stimule la social-démocratie sur sa gauche⁵. Il ne s'agit pas de nier les limites des *Grünen* (en particulier leur manque de liens avec les organisations de la classe ouvrière), d'oublier qu'ils ont payé leur institutionnalisation croissante par une distanciation d'avec les mouvements sociaux, qu'ils n'ont pas su capter le mécontentement des ancien(ne)s allemand(e)s de l'Est, etc. Il n'en demeure pas moins qu'il continuent de représenter un véritable modèle pour leurs homologues français(es).

Si l'on s'en tenait au cadre de la comparaison franco-allemande, il faudrait même faire l'éloge, quelque peu provocateur dans ces colonnes, de la droite d'outre-Rhin. Tout d'abord, malgré le système proportionnel en vigueur, l'extrême-droite n'est pour l'instant pas parvenue à s'y institutionnaliser durablement (les *Republikaner* restant en dehors du parlement européen et du Bundestag, avec moins de 2% des suffrages). Cela n'est pas rien lorsque l'on pense à la force conjuguée du Front National et de la liste de De Villiers, ou encore à la montée en puissance de l'extrême droite en Italie, en Belgique ou en Autriche lors d'élections récentes.

De plus, la droite qui est actuellement hégémonique en Allemagne est une droite «sociale». Son idéologie et sa pratique n'ont pas grand-chose à voir avec le néo-libéralisme débridé de Thatcher ou Reagan: sur le plan socio-économique, la politique de la CDU est sans doute plus à «gauche» que ne le fut celle des socialistes français -ou encore que ne l'est actuellement celle de Clinton et des démocrates aux USA. Une des causes de cette situation est à rechercher dans le fait que cette droite est démocrate-chrétienne, une espèce assez rare en France. La démocratie-chrétienne constitue un parti de masse fortement enraciné plutôt qu'une simple machine électorale au service d'ambitions personnelles (la CDU est en nombre le premier parti de droite européen). L'idéologie démocrate-chrétienne n'est pas celle du «laissez-faire» et met l'accent sur une certaine solidarité sociale. C'est surtout sur le plan des valeurs culturelles que cette idéolo-

gie est franchement conservatrice (la question des femmes et celle de l'avortement étant en ce sens révélatrices). Le libéralisme au niveau économique comme sur le plan politico-culturel était traditionnellement représenté par le FDP, et ce parti est aujourd'hui en nette perte de vitesse, au point que son existence est fortement menacée⁶.

Entre le SPD et la CDU, les deux grands «partis du peuple», comme les appelle la presse allemande, il existe un consensus modéré sur «l'économie sociale de marché», les divergences existant seulement sur la part relative de chacune des deux composantes du système. Il y a un accord de fond sur l'existence d'un Etat social dont l'activité compense les déséquilibres auxquels aboutirait une économie de marché laissée sans contrepoids. L'Etat se garde globalement d'intervenir directement dans la production -situation renforcée par le mouvement de privatisation des services publics actuellement en cours. Mais il est par contre un acteur essentiel sur le plan des infrastructures comme sur celui de la reproduction sociale. La manière dont la RDA a été intégrée à la RFA est exemplaire à cet égard. La privatisation accélérée de l'économie des territoires qui formaient auparavant l'Allemagne de l'Est ne doit pas faire oublier sa contrepartie, les investissements publics massifs de l'Etat allemand, notamment dans le domaine des infrastructures. On pourrait dire que ceux-ci constituent l'un des plus ambitieux programmes keynesiens qui aient jamais été mis en oeuvre⁷. Même l'indépendance de la banque centrale, symbole s'il en est de l'autonomisation des impératifs économiques capitalistes par rapport à l'espace politique démocratique, prend un sens un peu différent de celui qu'elle aura en France (et peut-être dans l'Europe unifiée) dans la mesure où la force des syndicats doit être prise en compte dans cet espace économique autonomisé. Au total, la protection sociale allemande reste d'ailleurs aujourd'hui encore parmi les plus étendues au niveau mondial.

La réélection de Kohl doit d'ailleurs être comprise en partie en fonction de la force d'intégration qu'il a su déployer: le Chancelier actuel constitue la personification du consensus modéré sur «l'économie sociale de marché» et les grands équilibres sociaux⁸. Sa victoire relative n'a pas le sens d'un triomphe du néo-libéralisme, et son impact sur la construction européenne ne peut pas être évalué comme un pas supplémentaire vers la construction d'une simple zone de libre-échange. Jointe à la majorité du SPD dans la chambre basse (le *Bundesrat*, qui représente les *Länder*), elle symbolise au contraire la constitution d'un axe que l'on pourrait

5. Il est d'ailleurs intéressant de constater que cette situation s'insère dans une division Nord/Sud de l'Europe (ou du moins de sa partie ouest). Partout, la social-démocratie (ou les partis «socialistes») y constitue la force majoritaire de la gauche. Mais, sauf en Grande Bretagne, elle n'est parvenue nulle part à incarner l'expression unique. En Europe septentrionale, ce sont les forces vertes et alternatives qui constituent l'aire minoritaire et plus radicale de la gauche alors que dans le Sud du continent ce sont des forces communistes ou néo-communistes qui ont jusque-là occupé ce terrain (les PC traditionnels en France et au Portugal, rénovés ou en cours de rénovation en Espagne et en Grèce, «refondés» en Italie).

6. Le FDP n'obtient que 6,9%, contre 11% en 1990, et encore grâce au vote d'électeur(trice)s CDU voulant éviter sa disparition du *Bundestag*. De plus, il a été systématiquement éliminé des parlements régionaux (ainsi que du parlement européen) lors des élections des deux dernières années.

7. Les transferts économiques de l'Ouest vers l'Est ont oscillé entre 120 et 150 milliards de DM par an depuis l'unification (le DM vaut environ 3,40 FF). Pour 1993, cela représente une somme de presque 9000 FF par habitant pour l'ex-RFA. A titre de comparaison, l'ensemble cumulé des investissements occidentaux dans les autres pays d'Europe de l'Est (ex-URSS non incluse) depuis la chute du mur est bien inférieur à 100 milliards de DM, le pays le plus favorisé recevant moins d'un vingtain de milliards de DM...

8. La CDU obtient 34,2% des suffrages et la CSU 7,3%, soit une perte globale de 3% au niveau fédéral pour l'union démocrate-chrétienne par rapport à 1990 (à l'Est, la CDU obtient plus de 38% des suffrages et demeure le premier parti, en fort recul toutefois sur 1990).

qualifier de «delorien» défendant en quelque sorte l'extension européenne du «capitalisme rhénan».

L'effritement du «modèle» et ses ambiguïtés

Ce raisonnement ne revient pourtant pas à dire que l'Allemagne constituerait un «modèle» qu'il s'agirait de reproduire dans un autre contexte. En effet, les signes se multiplient qui montrent combien ce système connaît une crise plus ou moins latente; celle-ci révèle par contre-coup un certain nombre d'ambiguïtés profondes qui affectent depuis longtemps le «modèle allemand».

Il faudrait ici parler en particulier de la situation des femmes: si celles-ci occupent dans la politique une situation moins marginale qu'en France, elles sont cependant loin de bénéficier d'une égalité de salaire avec les hommes et surtout sont plus liées idéologiquement à la garde des enfants que dans l'Hexagone. Selon une mentalité largement répandue en RFA, une femme doit généralement choisir entre sa carrière et ses enfants, du fait notamment de l'absence de structures d'accueil pour la petite enfance et parce que les écoles ne fonctionnent pas l'après-midi. De plus, l'unification a entraîné des conséquences restrictives sur le plan de l'avortement, en particulier pour les femmes de l'ex-RDA qui étaient habituées à une loi très libérale sur ce point (ainsi d'ailleurs qu'à des crèches très nombreuses et à des écoles ouvertes toute la journée).

Il faudrait aussi aborder les problèmes économiques -notamment le développement d'un chômage massif et la crise structurelle du budget social étatique et para-étatique. Cette dernière, bien que moins prononcée qu'en France, est cependant très grave et la dynamique actuelle ne saurait se prolonger très longtemps sans mettre en péril l'ensemble du système. De même, les aléas de la conjoncture économique (boom après la réunification, récession très sévère en 1992-93, amorce d'une reprise en 1994) ne sauraient dissimuler que l'économie allemande n'est plus sur le long terme créatrice d'emploi et qu'une frange non négligeable de la population est jetée dans la marginalité des travaux précaires ou du chômage pendant qu'une large fraction du salariat est profondément fragilisée.

Il faudrait encore insister sur le problème non résolu de l'immigration. Dans les années 60 et 70, la classe politique allemande considéra -tout comme son homologue française- l'entrée de travailleurs immigrés, en particulier d'origine turque comme un phénomène transitoire qui était amené à s'inverser un jour. Aujourd'hui, leur permanence

sur le sol allemand pose un problème évident d'accès à la citoyenneté, que V. Guiraudon aborde longuement dans son article. Qui plus est, l'Allemagne est de nouveau confrontée à une vague migratoire sans équivalent dans les autres pays européens⁹. Pourtant, la classe politique ne se résoud pas à considérer le problème en face, à reconnaître officiellement l'Allemagne comme un pays d'immigration et à légiférer en conséquence afin que les citoyen(ne)s de RFA comme les candidat(e)s potentiel(le)s à l'immigration puissent discuter et agir en fonction d'un cadre cohérent. Le traitement de l'immigration continue à être refoulé du débat politique et reste essentiellement administratif ou policier.

Nous voudrions cependant nous concentrer dans les lignes qui suivent sur un nombre plus limité de problèmes. Nous commencerons par aborder rapidement la question des oppositions Est/Ouest. Nous analyserons ensuite comment la «question nationale» se pose aujourd'hui en RFA, en insistant plus particulièrement sur les débats de la CDU à ce propos. Nous concluons par quelques considérations sur la crise de la représentation politique qui s'est approfondie au cours des dernières années dans l'Allemagne réunifiée.

Les difficultés politiques de la réunification

Le succès du PDS dans les *Länder* de l'ancienne RDA est symptomatique des ratés de l'unification¹⁰. Il faut se rappeler que celle-ci, loin d'être l'aboutissement d'un processus de libération politique de l'ensemble des citoyen(ne)s de l'Est et de l'Ouest, fut totalement instrumentalisée par le chancelier Kohl avant d'être ratifiée de manière plébiscitaire par l'électorat. Jusqu'en décembre 1989, Kohl était très réservé sur l'unification éventuelle. Ce n'est qu'après avoir compris les bénéfices politiques qu'il pouvait en tirer qu'il décida de précipiter un processus qui était sans doute inéluctable. Au-delà même des conséquences coûteuses d'une unification trop rapide de deux économies aussi disparates, l'appropriation massive des postes de direction et d'influence par les élites politiques, universitaires et économiques venues de l'Ouest priva les allemand(e)s de l'Est de toute voix autonome. La RDA fut de facto absorbée purement et simplement par la RFA, et cette évolution se manifesta symboliquement sur le plan constitutionnel par l'adoption de la Loi Fondamentale de la RFA (pourtant conçue originellement comme transitoire) comme valant pour l'ensemble de l'Allemagne. Ce

9. En 1993, il y avait 6,9 millions d'étranger(ère)s en Allemagne, soit 8,5% de la population (la situation est récente: rappelons qu'en 1960, ils n'étaient -sur le territoire de la seule RFA- que 686000, soit 1,2% de la population). En particulier, le nombre des personnes qui ont demandé l'asile en RFA depuis 1989 dépasse le million. Ces chiffres n'incluent pas les individus de souche allemande (*Aussiedler*) qui ont été naturalisés en masse ces dernières années (on en compte 140000 pour la seule année 1992), ni les autres personnes naturalisées (leur nombre demeure faible: seulement 37000 en 1992). Ils ne prennent pas non plus en compte les citoyen(ne)s de l'ex-RDA qui ont décidé de s'installer sur le territoire de l'ex-RFA (entre 600000 et 1000000 depuis 1989). Economiquement, le fort mouvement d'immigration de ces dernières années a été plutôt bénéfique. Culturellement, il bouscule le modèle traditionnel de la nation allemande, tel qu'il est analysé par U. Bielefeld dans ce numéro.

10. Le PDS obtient autour de 20% sur le territoire de l'ancienne RDA, où il représente désormais la troisième force électorale (il obtient 23,6% dans le Mecklembourg-Poméranie, 19,3% dans le Brandebourg, 18% en Saxe-Anhalt, 17,1% en Thuringe, 16,7% en Saxe et 14,8% à Berlin -34,7% pour le seul Berlin-Est, où il est le premier parti, devant le SPD qui obtient autour de 33% des voix). En ex-RFA, il n'obtient que 0,9% des suffrages, ce qui représente cependant 3 fois plus que le résultat de 1990. Au total, le PDS obtient 4,4% des voix et envoie une trentaine de député(e)s au Bundestag grâce à l'élection directe de quatre de ses représentants à Berlin-Est.

n'est que dans un second temps que des discussions furent menées en vue de modifier cette Grundgesetz -et encore, seulement sur les marges.

Bien sûr, comme le fait comprendre l'article de D. Howard, le travail politique sur le passé que devaient effectuer les citoyen(ne)s de l'ex-RDA -et, dans une moindre mesure, celles et ceux de la RFA- ne pouvait en aucun cas être chose aisée. Il devait inévitablement entraîner des conséquences douloureuses. Une véritable discussion politique, menée collectivement, aurait cependant permis d'affronter d'une autre manière le passé et aurait en même temps posé les bases d'une citoyenneté politique active pour les problèmes du présent et de l'avenir. L'analyse qu'effectuent dans ces colonnes R. Land et R. Possekkel sur les intellectuel(le)s de l'ex-RDA apparaît en ce sens exemplaire. A l'inverse, le caractère hâtif de l'unification et la confiscation du pouvoir par les élites de l'Ouest a empêché qu'un «travail de deuil» collectif soit accompli et que les responsabilités soient assumées collectivement et individuellement. Le passé de l'ancienne RDA a été radicalement dévalorisé de l'extérieur. Cette situation ne peut manquer d'avoir des répercussions difficiles sur des individus qui doivent forcément considérer ce passé comme étant aussi, jusqu'à un certain point, leur passé. Cela est accentué par le fait que les communications entre les deux Allemagnes étaient somme toute assez restreintes avant la chute du mur, en particulier au niveau de la jeunesse. Les bouleversements socio-économiques et politiques comme l'importance des mutations culturelles se sont traduits par une multiplication des ruptures biographiques chez les individus et ont généré une sorte de pathologie collective. Le travail de deuil qui a été refoulé revient en force dans la montée du ressentiment, qui est extrêmement répandu à l'heure actuelle dans l'ex-RDA. Le PDS ne peut se comprendre sans ce phénomène, même s'il ne s'y réduit pas (la contribution de W. Sabath montre bien les aspects contradictoires d'un parti qui, s'il joue de façon assez populiste sur ce ressentiment, constitue également un sas de reconversion pour d'anciens bureaucrates mais aussi, de façon contradictoire, une tentative originale de trouver une voie social-démocrate de gauche pour affronter les problèmes du pays).

Au total, l'opposition Est/Ouest constitue sans doute la polarisation la plus importante que connaisse aujourd'hui l'Allemagne. Cette polarisation n'est pas prête de se résorber, quand bien même la croissance économique viendrait égaliser en partie le «bien-être» matériel à l'Est et à l'Ouest.

Le retour de la «question nationale»

Dans l'Allemagne unifiée, la multiplication des violences racistes et la prolifération, surtout dans les deux années qui ont suivi l'unification, de discours pour le moins ambigus sur le passé et sur une nouvelle politique de puissance de l'Allemagne participent également (au moins en partie) de ce phénomène. Nationalisme et racisme ont pu fleurir aussi rapidement que parce qu'un autre travail de deuil, sur la «parenthèse» nazie, n'avait été mené jusqu'aux racines ni en RDA ni en RFA. L'activisme des groupuscules d'extrême-droite a pu mordre ainsi sur une fraction non négligeable de la jeunesse parce qu'il bénéficiait de ressources symboliques remontant à un passé sombre et qui était loin d'être complètement détruites¹¹. Cela apparaît clairement dans l'analyse des violences de ces dernières années: leur spécificité tient moins à un aspect quantitatif (après tout, le nombre d'agressions racistes en France est également très élevé) qu'à leur caractère public et à l'intensité de la violence qui est ouvertement déployée. Les ratonnades dans les rues principales de plusieurs dizaines de villes -de l'Est et de l'Ouest- ou les attaques, des heures durant, contre des foyers d'immigré(e)s constituent un phénomène assez particulier. Les contributions de C. Offe, H. Dubiel et U. Bielefeld permettent d'ailleurs, dans des optiques différentes, de mieux saisir les spécificités historiques de l'Etat allemand.

De façon plus ou moins latente, un secteur non négligeable de la population allemande (aux environs de 10%) se situe traditionnellement sur des positions proches de celles de l'extrême droite. Mais il a fallu le bouleversement des repères symboliques que constituait l'unification et une certaine levée des interdits de la part de l'autorité politique pour que ce courant puisse s'exprimer ouvertement et violemment sur la scène publique tout en y trouvant un écho non négligeable¹².

La peur de rédiger une nouvelle constitution «nationale» a rendu manifeste les réticences des allemand(e)s à se constituer en «Etat-nation». Il faut pour comprendre cette situation se rappeler que le concept de nation est bien différent en Allemagne et en France. Outre-Rhin, il constitue une notion avant tout culturelle, et n'a que rarement correspondu à une réalité étatique. Cette approche «culturaliste» porte en elle le germe d'une interprétation ethnique (et donc fortement excluante), dont l'actualité serait renforcée par la constitution politique d'une nation conçue sur cette base préalable. C'est pourquoi la question de savoir si

11. Le nombre de militants néo-nazis est compris entre 30000 et 60000, recrutés avant tout dans la jeunesse.

12. Etienne Balibar a bien montré que l'explosion ouverte de la violence raciste nécessitait comme préalable la levée des interdits symboliques, par effondrement ou par complaisance des autorités symboliques qui répriment ordinairement les manifestations violentes (Cf. *Les frontières de la démocratie*, La Découverte, Paris 1992, pp. 84sq). Dans le cas de l'Allemagne, la crise d'identité de la CSU, qui canalisait auparavant les courants les plus à droite de la société en les institutionnalisant dans une forme relativement «modérée», a aussi joué un rôle dans l'affaiblissement de ces barrières symboliques.

13. La gauche du parti est divisée entre une aile socialiste «classique» et une aile moderniste, représentée au niveau intellectuel par des personnalités comme Peter Glotz, directeur de la revue théorique de la social-démocratie, qui oeuvra autrefois à la convergence entre le SPD et le Parti Communiste Italien. Il joua un rôle important dans la rédaction du nouveau programme fondamental du SPD en décembre 1989; il incarnait alors l'aspiration à renouveler les thèmes classiques de la social-démocratie avec les apports venus du féminisme, de l'écologie ou des nouveaux mouvements sociaux. Depuis, la gauche du SPD, toutes tendances confondues, a perdu en influence et le rôle personnel de Glotz s'est fortement restreint.

14. Oskar Lafontaine fut le dirigeant politique de l'aile écolo-pacifiste du parti au début des années 80, avant de devenir le candidat à la Chancellerie converti au «réalisme» en 1990. Depuis, ses positions personnelles ont plus été motivées par le pragmatisme de la conquête du pouvoir que par des convictions politiques ou idéologiques bien établies. Notre revue avait publié son débat avec les syndicats allemands dans le numéro 36, de mars-avril 1990. L'évolution de Lafontaine est assez représentative de la montée en puissance des courants «yuppies» qui a caractérisé le SPD ces dernières années - à l'instar de presque tous les partis socialistes et socio-démocrates. C'est eux que vise N. Seitz dans sa satire de la «fraction toscane».

15. Les *Grünen* sont eux-aussi confrontés à des ambivalences tant sur la question de la nation que sur celle de l'unification européenne. Ainsi, Cohn-Bendit entend s'opposer aussi bien aux courants nationalistes de droite qui défendent une vision particulariste de la nation allemande (le *Sonderweg*) qu'aux courants les plus pacifistes, fortement présents dans son parti, qui refusent à l'Allemagne le droit de se penser comme nation. Il défend l'idée selon laquelle une «normalisation de l'idée d'une nation allemande» signifierait la «normalisation de l'Union européenne» en même temps que «l'ancrage de l'Allemagne en Europe de l'Ouest». Cette position rejoint celle selon laquelle il faudrait dépasser les discussions «déplaisantes» sur l'identité allemande par une relation «détendue» des allemand(e)s avec eux/elles-mêmes, pour reprendre les termes du président de la RFA Werner Herzog. Cette problématique est pour le moins discutable; elle implique en effet le postulat qu'il serait possible et souhaitable que l'idée de nation, et plus encore la réalité du fait national, puissent être analysés en termes de «normalité» et qu'ils échappent aux tensions qui ont pourtant marqué historiquement leur émergence comme leur développement.

16. Sur le courant intellectuel révisionniste en RFA, cf. l'ouvrage collectif *Devant l'histoire*, Cerf, Paris 1988, ainsi que J. Habermas: *Ecrits politiques*, Cerf, Paris 1990.

17. Dans une interview donnée en novembre 1994, Schäuble faisait référence à un philosophe de gauche communautaire, l'américain M. Walzer.

L'Allemagne doit se constituer en État-nation ou en État constitutionnel est-elle généralement comprise dans le pays de Fichte comme le choix entre deux alternatives inconciliables. En retour, aucun courant ne revendique l'État-nation comme le lieu indépassable de la souveraineté démocratique.

La question nationale, ainsi que l'attitude à adopter face à l'unification européenne, vont probablement polariser le pays dans les prochaines années. C'est avant tout pour des raisons tactiques que le débat sur la nature de l'État allemand a été mis sous la table avant les élections.

En effet, le SPD est depuis plusieurs années quasiment muet sur la politique extérieure comme sur la question de l'identité nationale. Il a adopté une position essentiellement défensive face à la politique de Kohl et aux attaques idéologiques menées par les courants les plus conservateurs. Jointe à son ambivalence face à la réunification, cette attitude lui a coûté assez cher en termes électoraux en 1990. Depuis, des voix assez discordantes se sont fait entendre en son sein. En particulier, le président du *Land* de Brandebourg, Manfred Stolpe, a avancé qu'il ne fallait pas laisser le monopole de l'idée de nation à la droite nationaliste et conservatrice. Il a revendiqué publiquement les «vertus allemandes», s'opposant par là aux ailes gauches de la SPD¹³ mais aussi au centre «moderniste» du parti. De son côté, lorsque Oskar Lafontaine combat l'unification européenne au nom des vertus du DM, il joue plus sur les angoisses des classes moyennes que sur un projet progressiste tant soit peu conséquent¹⁴. Il ne fait par là que réitérer son combat contre l'unification rapide en 1990, mené non au nom de principes politiques ou éthiques mais simplement en spéculant sur l'aversion de l'allemand de l'Ouest moyen à mettre la main au portefeuille pour aider les futurs concitoyens de l'Est. Il est cependant loin de faire sur ce point l'unanimité dans le parti. En tout état de cause, le SPD devra sortir de sa réserve dans les prochaines années, lorsque des décisions fondamentales (telle l'unification monétaire) devront être prises et qu'une attitude ambivalente ne sera plus tenable¹⁵.

D'une autre façon, un débat public sur les rapports entre État et nation aurait sans nul doute divisé profondément les démocrates-chrétiens et aurait ainsi mis en péril leur victoire électorale. Depuis deux ans, on peut constater clairement la montée d'une sensibilité de droite, qualifiée de «nationale-conservatrice» dans le vocabulaire politique d'outre-Rhin. Elle est dirigée par le président du groupe parlementaire de la CDU, Wolfgang Schäuble, jusque-là successeur désigné de Kohl.

Schäuble proclame que la nation est une «communauté de destin» dotée d'une «force de cohésion émotionnelle» (*Der Spiegel* numéro 38, 1994). Son positionnement conservateur sur le plan culturel se nourrit d'une critique de «l'individualisme moderne»: la superficialité des valeurs libérales aurait abouti dans la nouvelle génération à «une désorientation éthico-morale». C'est pourquoi les conservateurs de ce style avancent que la «communauté» et la «nation» sont des «forces porteuses d'avenir»: les valeurs républicaines-démocratiques ne sauraient à elles seules générer la solidarité et le sentiment d'appartenance.

Il est important de relever la spécificité du courant autoritaire et conservateur de la CDU. Il ne doit par exemple pas être confondu avec la rhétorique des intellectuels révisionnistes comme Ernst Nolte ou avec les éditoriaux du grand quotidien de la droite allemande, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qui insistent sur la spécificité du destin de la nation allemande (le fameux *Sonderweg*) et que J. Habermas épingle dans l'article que nous publions ci-dessous¹⁶. Ces derniers constituent un courant *intellectuel* non négligeable mais qui n'a pas véritablement de répondant électoral. De même, la problématique de Schäuble n'a pas grand chose en commun avec le libéralisme de droite qui rejette la poursuite de l'unification européenne pour des motifs économiques, arguant notamment que la force du Deutschmark serait perdue dans l'unification monétaire. Les nationaux-conservateurs sont en effet des partisans convaincus du consensus majoritaire sur l'économie sociale de marché et ils se réclament eux-aussi de l'Union européenne et de l'ancrage à l'Ouest - même s'ils entendent défendre au sein de l'Europe unie les «intérêts nationaux» de l'Allemagne, ils manient avec prudence la notion d'État-nation. Leur conception de la nation se nourrit aussi bien de l'idée de «nation culturelle», classée dans la pensée allemande, que de la problématique communautaire contemporaine¹⁷.

Quoiqu'il en soit, ce courant conservateur a semblé un moment devenir hégémonique dans la droite allemande. Sous son impulsion, en 1992, l'année de l'apogée des violences, la CDU a indéniablement joué avec le feu. En stigmatisant publiquement les immigré(e)s et demandeur(euse)s d'asile, elle contribuait à légitimer l'activité des extrémistes (un peu sur le mode de Fabius disant de Le Pen qu'il fournissait les mauvaises réponses à de bonnes questions). Les silences de Kohl sur les revendications de certaines associations nationalistes tout comme ses déclarations ambiguës sur la nouvelle politique de puissance de l'Allemagne en

Europe centrale allaient dans le même sens. En même temps, la CDU finançait des associations situées à cheval entre son aire d'influence et celle de l'extrême-droite. A ce moment, les craintes concernant une nouvelle orientation globale de la politique allemande, impliquant une distanciation par rapport à la culture démocratique et une politique nationaliste de puissance en Europe n'étaient sans doute pas dénuées de tout fondement.

C'est finalement moins la réaction de la classe politique que celle, plus spontanée, de la grande majorité de la population -et en particulier des classes moyennes- qui a conduit à l'isolement politique des extrémistes de droite et qui a évité leur institutionnalisation. Cet engagement s'est traduit par d'importantes manifestations, l'aide aux victimes, etc. Ce n'est qu'après coup que la CDU a clarifié son langage et s'est démarquée avec une clarté suffisante dès franges néo-nazies. Paradoxalement, cette marginalisation politique a renforcé les activistes d'extrême droite dans leur comportement, et le cycle de la violence ne s'est pas interrompu. Un peu plus tard, l'échec de la candidature de Steffen Heitmann à la présidence de la République Fédérale a démontré l'isolement de l'aile droite de la CDU¹⁸. Kohl a rencontré un succès d'estime lorsqu'il a décidé de retirer ce candidat et qu'il a simultanément imposé le silence au courant national-conservateur, que ses compromissions avec les violences racistes rendaient de plus en plus impopulaire.

Une partie de la CDU s'était auparavant regroupée pour contrer l'influence grandissante des nationaux-conservateurs. L'impulsion vint de personnalités telles que Heiner Geissler, Friedbert Pflüger, Horst Heymann ou Rita Süßmuth¹⁹, qui plaidèrent en faveur d'une société ouverte, pour une réforme du code de la nationalité et contre des projets socio-politiques visant à créer artificiellement le sens d'une communauté fondée sur une base éthico-nationale. Si cette aile gauche de la CDU est restée minoritaire, son action a contribué à ce que la CDU adopte un programme fondamental rejetant la définition de l'Allemagne comme «Etat-nation moderne» et lui préférant la notion «d'identité post-nationale».

C'est aussi dans ce cadre qu'il convient d'analyser le document sur l'Union Européenne du groupe parlementaire de la CDU, qui a tant fait couler d'encre au cours des derniers mois²⁰. Ce document présente la vision des partisans de Kohl à l'intérieur de la CDU. Il était surtout destiné aux autres gouvernements et aux opinions publiques européennes et n'a suscité que peu de réaction à l'intérieur de la RFA. Sa réception en France a été paradoxa-

le: alors que l'on reprochait plus ou moins ouvertement à l'Allemagne d'être tentée de faire cavalier seul en Europe ces dernières années, on l'accuse aujourd'hui de vouloir aller trop vite dans l'unification européenne. Dans les deux cas, on la soupçonne de vouloir imposer son hégémonie. Si cette pensée n'est peut-être pas infondée, elle révèle surtout les fantasmes d'une classe politique hexagonale obsédée par la rétrogradation de la France au rang de puissance secondaire et incapable de faire face à cette situation autrement que par la tentation du repli nationaliste ou par celle, symétrique, d'une fuite en avant purement libérale vers le grand marché européen.

Le document de la CDU néglige bien sûr l'aspect social de la construction européenne; il considère implicitement comme intangibles les fameux «critères de convergences» définis à Maastricht: il est en cela l'expression du «capitalisme rhénan» et non d'une Europe écologique et sociale. Mais ces éléments ne sont pas nouveaux et ne sont pas ceux qui ont provoqué cette fois-ci les réactions les plus vives à l'extérieur de la RFA. La perspective d'un «noyau dur» a soulevé plus de polémiques. Or, si les critères en fonction desquels le «noyau dur» serait défini dans l'Europe post-maastrichtienne font problème, le principe même de ce noyau dur est beaucoup moins contestable: on ne voit guère comment la poursuite de l'intégration européenne et son extension à l'Est pourrait s'en passer -du moins si l'on ne prétend pas réduire l'Europe à une simple zone de libre-échange.

Sur le plan des institutions politiques, il semble bien que le document constitue un pas en avant. En récusant explicitement la tentation du «*Sonderweg*» et d'une politique de cavalier seul en Europe centrale et orientale, en qualifiant la souveraineté de l'Etat-nation «d'enveloppe vide», il s'oppose clairement aux démons nationalistes réveillés par une partie de l'intelligentsia de droite en Allemagne. La fraction parlementaire de la CDU ne fait au fond qu'exposer un consensus assez large outre-Rhin lorsqu'elle propose de remédier au déficit démocratique en avançant résolument vers la perspective d'un Etat fédéral, ce qui passe notamment par le renforcement des pouvoirs du parlement européen²¹. Cette position semble la seule qui puisse contrebalancer la poursuite de l'intégration économique, qui est quasiment inéluctable. Elle est aussi la seule qui puisse redonner une pertinence véritable à la discussion publique sur la politique économique -et crédibiliser par contrecoup la perspective d'une «autre politique» sur ce terrain. On voit à quel point ce positionnement diffère du

18. Steffen Heitmann, ministre de la justice de la Saxe, fut présenté par la CDU comme son candidat à la présidence du pays. Il dut retirer sa candidature quelques mois plus tard pour cause «d'impopularité» et fut remplacé par Werner Herzog, qui fut finalement élu contre le candidat du SPD.

19. Geissler, Pflüger et Heymann sont députés; Süßmuth est la présidente du *Bundestag*.

20. *Le Monde* a publié de larges extraits du document dans son édition du 10 septembre 1994.

21. Il existe dans tous les partis de droite des courants plus ou moins critiques par rapport à l'Union européenne: dans le SPD au nom de la déstabilisation potentielle du marché du travail, chez les Verts au nom de la protection de l'environnement et de la lutte contre la bureaucratie, chez les conservateurs au nom de la menace que représente l'Europe par rapport aux intérêts nationaux et à l'identité culturelle... Cependant, le processus d'union n'est pas contesté aussi sérieusement qu'en France. Cette situation a d'ailleurs profité à Kohl, figure européenne et occidentale, qui aime à se présenter comme le successeur d'Adenauer, rhénan tout comme lui...

débat politico-idéologique français. La plupart des pro-européen(ne)s de l'Hexagone n'ont pas grand chose d'autre à proposer publiquement que l'intégration économique couplée à des mesures assez marginales de protection sociale ou écologique. Ils font au mieux le constat du déficit démocratique sans y opposer des solutions politiques substantielles. De l'autre côté de la scène, les opposants à l'unification européennes sont hantés par le spectre d'une «exception française» (fondée sur le modèle national-républicain). Le drapeau de la démocratie et de la cohésion sociale est brandi -à gauche comme à droite- par des courants incapables de concevoir la démocratie au-delà (et en deçà) du cadre de l'Etat-nation et tentés par un repli nationaliste qui devrait illusoirement permettre à la France d'affronter avec succès les problèmes qui se posent pourtant à de tout autres échelles.

Le débat sur la nation est pourtant loin d'être tranché sur la scène politique intérieure de la RFA. En particulier, la discussion connexe sur le code de la nationalité (*jus solis* contre *jus sanguinis*) ne manquera pas de faire ressortir de nouveau les oppositions entre la droite et la gauche de la CDU. Or, si la gauche chrétienne-démocrate a remporté une victoire tactique dans ce débat, poussant Kohl à s'opposer aux courants les plus conservateurs, la force organisationnelle de ces derniers dans le parti est nettement supérieure à celle de l'aile gauche. En fin de compte, l'affrontement décisif se jouera lorsqu'il s'agira de décider de la succession de Kohl, et Schäuble restera jusqu'à ce moment le successeur officiel du Chancelier. Il semble en tout cas peu probable qu'un virage à droite de la CDU sur ces questions puisse provoquer un bouleversement de la politique de l'Etat allemand: une telle évolution, en se heurtant aux opinions d'une large majorité d'électeur(trice)s, condamnerait sans doute les chrétiens-démocrates à l'échec électoral.

Une crise de la représentation politique

Au cours de cette année électorale, les principaux partis allemands ont refusé de s'engager sur les questions de la nationalité et de la citoyenneté, du droit d'asile et de la politique d'immigration tout comme sur celle de la réforme structurelle de l'Etat social. Gouvernement et opposition ont donné le sentiment artificiel qu'il n'y avait pas d'alternative réelle dans le débat. Les dirigeant(e)s politiques semblent avoir plus peur du changement que l'ensemble de la population -dont la culture démocratique, en particulier, apparaît en fin de compte plus stable que les po-

liticien(ne)s (ou la presse étrangère) ne voudraient le faire croire. Il est symptomatique que l'opinion publique ait réagi plus vivement devant les agressions racistes que ne l'a fait une classe politique paralysée par la peur que les gens perçoivent le soi-disant «seuil de tolérance» envers les étrangers comme étant dépassé. Au total, la politique allemande semble entrée dans une phase de stagnation et de morosité. Cela n'est pas étranger aux difficultés actuelles des partis politiques -manifestes notamment avec les pertes d'adhérent(e)s. Les électeur(trice)s ont de façon croissante l'impression que les partis reculent devant les problèmes véritables et se sentent en conséquence de moins en moins représenté(e)s.

La meilleure garantie de statu quo

Le vaste consensus centriste qui s'est manifesté aux élections correspond sans doute à une culture démocratique stable. Il est cependant en large partie un consensus négatif basé sur le non-dit et les flous artistiques. Le SPD n'ayant pas le courage de proposer un véritable changement politique, la victoire de Kohl était prévisible parce qu'il représentait du coup la meilleure garantie du statu quo. Faute d'un réel débat politique sur les questions de fond, sa figure personnelle a joué un rôle décisif dans la courte victoire de la CDU. Le «conservatisme sécularisé» du Chancelier a semblé le plus à même de réconcilier en apparence -et sur le court terme- les contradictions objectives dans lesquelles se débat l'Allemagne réunifiée. En lui se croisent à la fois l'espoir que tout reste en l'état et le soupçon qu'une telle perspective n'est guère vraisemblable. Kohl ne s'est d'ailleurs permis de favoriser une polarisation politique que sur un point où il ne courait pas le risque de heurter le plus grand nombre, en traitant les militants du PDS de «fascistes maquillés de rouge». Avec son indestructible optimisme, il incarne ce que le consensus au centre est censé vouloir. Sa figurante «rassurante» sert le désir de normalité. Elle symbolise dans le spectre politique un certain libéralisme culturel à l'intérieur et un engagement européen à l'extérieur. Dans ces élections fédérales, c'est comme si le pays avait retenu son souffle, ne voulant pas trancher entre la perpétuation de l'ancienne République Fédérale et la création d'une nouvelle République, entre le nouveau départ et la rupture. En l'absence d'alternatives politiques clairement définies qui auraient permis aux citoyen(ne)s de démontrer leur éventuelle volonté de changement, le cessez-le-feu politique ne fait que refléter le fait que le pays recule encore à

prendre à bras le corps les contradictions objectives auxquelles il est confronté. Les partis politiques devront bien d'une manière ou d'une autre reprendre des couleurs, au plus tard lorsque la réponse aux problèmes objectifs brûlants ne pourra plus être ajournée. Le vote passé, il faudra aborder les questions de la nationalité, de l'immigration ou de l'avortement, jusqu'ici laissées en suspens. La politique sociale offrira une matière première abondante au conflit entre gouvernement et opposition: il n'est plus guère possible de défendre seulement le maintien du statu quo. En théorie, cela pourrait offrir une bonne occasion au parti social-démocrate pour formuler de façon offensive une politique de réforme. Au lieu de ressasser sa banqueroute intellectuelle, il pourrait avancer des solutions alternatives pour faire face à la crise écologique, à la question du temps de travail dans une société où le travail stable à temps complet est en passe de devenir un privilège, à l'irruption de la logique médiatique et publicitaire dans l'arène politique, etc. Malheureusement, comme le montre l'article de N. Seitz, il est pour l'instant loin d'en prendre le chemin.

Pourtant, cela constituerait peut-être un moyen, plus politique et démocratique, pour aider la «nation allemande» à se constituer. Le développement d'un débat constitutionnel et, plus encore, d'une discussion politique sur les problèmes concrets les plus controversés pourrait peut-être permettre de lancer enfin une véritable unification sociale et politique du pays. **M**